

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 17/028/2009 – ÉFAI

18 juin 2009

AU 158/09 Craintes de torture et d'autres formes de mauvais traitements

CHINE Yusufjan (Yuesefujiang) (h), 27 ans
Memetjan (Maimaitijiang) (h), 24 ans

Yusufjan et Memetjan, deux Ouïghours poursuivant leurs études à l'université du Xinjiang, ont été arrêtés le 10 mai à Ürümqi, la capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Amnesty International ne dispose d'aucune information concernant leur situation juridique ou leur lieu de détention et craint que ces hommes ne soient soumis à des actes de torture ou à d'autres mauvais traitements.

Selon l'association China Aid, une organisation non gouvernementale (ONG) chrétienne basée aux États-Unis, Yusufjan, Memetjan, ainsi que cinq autres étudiants s'étaient réunis le 10 mai à l'université du Xinjiang pour débattre de questions religieuses. Cette réunion a été interrompue par deux agents de la police locale chargée de la sécurité intérieure, accompagnés de plus de 10 hommes en civil, qui ont menotté et emmené les sept étudiants pour un interrogatoire.

Selon China Aid, les cinq autres étudiants ont été détenus pendant quinze jours et se sont vu infliger une amende de 5 000 yuans (environ 525 euros) chacun pour « *organisation d'un rassemblement illégal* ». Cette accusation et les peines prononcées contre ces étudiants enfreignent la législation chinoise, ce qui suggère que leur détention était arbitraire et que la corruption ou la discrimination a probablement joué un rôle dans cette affaire.

L'association China Aid a déclaré que les autorités avaient menacé Yusufjan et Memetjan de leur infliger des peines plus lourdes que celles prononcées contre les cinq étudiants qui ont été libérés.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les Ouïghours, qui sont essentiellement musulmans, vivent principalement dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Depuis les années 1980, cette minorité ethnique est la cible de violations graves et systématiques des droits humains : arrestations et détentions arbitraires, détention au secret, restrictions sévères de la liberté de religion et de l'exercice des droits sociaux et culturels, notamment. Les politiques gouvernementales, notamment celles qui limitent l'usage de la langue ouïghoure, imposent de sévères restrictions à la liberté de religion. Cette minorité est aussi victime de l'afflux permanent de migrants chinois Han dans la région. La destruction des coutumes des Ouïghours et la discrimination à l'embauche alimentent le mécontentement et les tensions ethniques. Le gouvernement a organisé une campagne agressive qui a mené à l'arrestation et à la détention arbitraire de milliers d'Ouïghours accusés de « *terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux* » car ils avaient exercé, pourtant pacifiquement, leurs droits fondamentaux. Le 14 août 2008, Wang Lequan, secrétaire du Parti communiste chinois du Xinjiang, a annoncé une lutte « *sans merci* » contre le « *séparatisme* » ouïghour.

Les autorités locales s'emploient toujours à contrôler rigoureusement les pratiques religieuses, notamment en interdisant à tous les fonctionnaires et aux mineurs de moins de dix-huit ans de pratiquer leur culte dans les mosquées.

La torture et les autres formes de mauvais traitements sont fréquentes, quel que soit le type de détention, bien que la Chine ait ratifié la Convention contre la torture [ONU] en 1988.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en mandarin ou dans votre propre langue) :

- priez les autorités de libérer Yusufjan et Memetjan immédiatement et sans condition ;
- appelez-les à fournir des informations concernant leur lieu de détention, les raisons et le fondement juridique de leur détention ;
- exhortez les autorités à veiller à ce qu'ils ne soient pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements pendant leur détention ;
- engagez-les à prendre les mesures nécessaires pour que ces détenus puissent recevoir des visites de leurs proches et de l'avocat de leur choix, ainsi que tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez-leur de respecter et protéger le droit des Ouïghours d'avoir leur propre vie culturelle, de pratiquer leur propre religion, et d'employer leur propre langue ;
- demandez qu'une distinction soit clairement établie entre d'une part les activités qui ne constituent que l'exercice pacifique des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, et d'autre part celles qui seraient universellement considérées comme des infractions pénales.

APPELS À :

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu
Beijingshi 100017
République populaire de Chine

Fax : +86 10 65961109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Premier ministre,*

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Nur BEKRI Zhuxi
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu
2 Zhongshanlu
Wulumuqishi 830041
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine

Courriers électroniques : master@xinjiang.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Chairman, / Monsieur,*

Directeur du département de la Sécurité publique de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

LIU Yaohua Tingzhang
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Gong'anting
58 Huanghelu
Wulumuqishi 830001
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

COPIES aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 JUILLET 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.